

institutions religieuses ne sont plus capables d'acquitter leurs dettes considérables.

Je dirai au député de Lapointe (M. Marceau) que les citoyens qui désireront acheter des billets seront obligés d'aller emprunter de l'argent, parce qu'il n'existe pas un sou rouge qui n'a pas été emprunté sans intérêt.

Il y a toutefois des taxes et des impôts extraordinaires qui appauvrissent les citoyens.

Or, chaque fois qu'un citoyen ira dans ces «barbottes», il lui faudra emprunter de l'argent, s'endetter et payer un intérêt variant de 10 à 24 p. 100 à la haute finance que favorisent l'honorable député de Lapointe, d'autres députés, le premier ministre (M. Trudeau), le chef de l'opposition (M. Stanfield), de même que tous ceux qui ne veulent pas entendre raison.

Ceux qui ne veulent pas comprendre que l'argent est seulement un instrument au service de l'homme sont inhumains. L'argent n'est pas un instrument d'exploitation de l'homme, mais ils en font un instrument d'exploitation et sont eux-mêmes les exploités de la nation.

Voilà, brossé, le tableau de la situation. Quand l'honorable député de Lapointe vient dire que nous sommes des détraqués, que nous voulons démolir et détruire, je lui demande de nous dire qui a conduit le système actuel à la ruine?

M. Gilles Marceau (Lapointe): Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement.

M. Latulippe: Qui l'a conduit à la banqueroute? Est-ce le Crédit social ou le système néfaste actuel?

M. Marceau: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je regrette d'avoir à interrompre l'envolée oratoire de l'honorable député de Compton, mais l'honorable député de Lapointe pose la question de privilège.

M. Marceau: Monsieur l'Orateur, je voudrais rappeler à mon honorable ami que je n'ai jamais dit qu'il était un détraqué. Je voudrais également lui rappeler que je n'irais pas aussi loin, mais s'il veut se qualifier lui-même de détraqué, je ne veux pas l'empêcher.

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Marceau: Je ne veux pas qu'il me fasse dire...

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Marceau: ...ce que je n'ai pas dit.

M. l'Orateur: A l'ordre. La question de privilège est mal fondée.

[M. Latulippe.]

L'honorable député de Compton a la parole et nous entendrons avec plaisir la suite de son discours.

M. Latulippe: Monsieur l'Orateur, nous sommes vraiment les vrais bâtisseurs de la nation. Nous sommes ceux qui veulent bâtir sur les ruines du système actuel, usé à l'extrême par l'extravagance des vieux partis depuis plusieurs générations.

On n'a jamais voulu comprendre le bon sens. On n'a jamais eu le sens des réalités. On n'a jamais voulu reconnaître les faits et appliquer les solutions permettant à une nation de s'épanouir convenablement et librement dans un pays qui regorge de richesses. Ce n'est pas la richesse ou la production qui manquent, ce sont la distribution et la consommation, faute de pouvoir d'achat. C'est une des raisons pour laquelle nous sommes à établir toutes sortes de «barbottes».

• (4.50 p.m.)

Je m'excuse d'employer cette expression, monsieur l'Orateur, mais il me faut avoir recours à de telles expressions, si je veux intéresser les honorables députés.

Monsieur l'Orateur, pour répondre à mon honorable ami de Lapointe, j'ai en main des citations du très honorable Mackenzie King, qui était premier ministre du pays en 1935. C'était un bon libéral, un type qui comprenait le sens des affaires et des responsabilités, bref, quelqu'un qui voulait faire quelque chose de bien dans la nation. Malheureusement, ceux qui l'entouraient ne voulaient rien entendre, le traitaient de farceur et lui disaient toutes sortes de choses inconvenantes, car il voyait plus loin qu'eux. Nous avons beaucoup de respect pour cet illustre premier ministre qui a émis des opinions saines et pratiques.

Voici ce qu'il disait:

Dans un monde où la prééminence du crédit financier se fait sentir de plus en plus, on comprend aisément que le système actuel qui donne à des intérêts privés le privilège et le monopole de créer le crédit a rencontré et rencontre encore une violente opposition.

Plusieurs libéraux de l'époque étaient opposés à leur premier ministre. Ainsi, commentant le résultat du vote de l'élection générale d'octobre 1935, le nouveau premier ministre de l'époque, William Lyon Mackenzie King déclarait:

L'élection est une sanction des vues du parti libéral que le crédit est une affaire publique qui n'intéresse pas seulement les banquiers, mais qui concerne directement chaque citoyen. C'est un verdict rendu contre la Banque Nationale possédée et contrôlée par des intérêts privés et en faveur d'une banque nationale sagement constituée pour remplir la fonction de réescompte et le contrôle de la monnaie en termes de nécessité publique.

On ne peut s'y méprendre, c'est la demande de remettre au gouvernement le contrôle sur le crédit et la monnaie.